

LINKIAA

Association Loi 1901

Rapports du commissaire aux comptes

Exercice clos le 31/12/2024
168 route de Sainte Luce -
CS 11924 - 44300 NANTES



SAS au Capital de 1 035 831 Euros
Siège social : 29 Bd Albert Einstein
44300 NANTES CEDEX 3
RCS 384 440 889 NANTES

LINKIAA

Association Loi 1901

168 route de Sainte Luce
CS 11924 -44300 NANTES

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/12/2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2024

A l'Assemblée Générale de l'association LINKIAA,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association LINKIAA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration de l'association.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

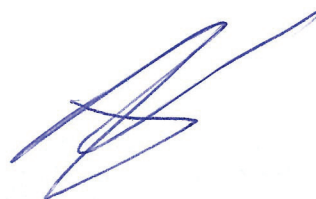
Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à NANTES
Le 27/05/2025

**Le Commissaire aux Comptes
EXCO AVEC**



Représenté par Juliette ROCHETEAU

Bilan Actif

CA Bilan propre Annexe 4 (résultat non affecté) ACTIF				
Dossier : 100 - CONSO LINKIAA-BILAN - Périodes de : 01/2024 à 12/2024				
Libellé	Montant brut 2024	Amort. et prov. 2024	Montant net 2024	Montant net 2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles :				
Frais d'établissement				
Autres immobilisations incorporelles	381 590	322 854	58 736	74 501
Immobilisations incorporelles en cours				
Immobilisations corporelles :				
Terrains	888 136	115 831	772 305	777 068
Constructions	14 507 128	6 844 946	7 662 182	6 367 427
Installations techniques, matériels et outillage	710 287	630 559	79 728	64 797
Autres immobilisations corporelles	6 842 369	4 995 896	1 846 473	1 760 053
Immobilisations corporelles en cours	388 431		388 431	1 451 000
Immobilisations Financières :				
Participations et créances rattachées à des participations	50		50	
Autres titres immobilisés	28 000		28 000	28 000
Prêts	749 624		749 624	663 438
Autres immobilisations financières	106 058		106 058	82 092
TOTAL I	24 601 672	12 910 085	11 691 587	11 268 375
Comptes de liaison (1)				
TOTAL II				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours :				
Matières premières et fournitures				
Autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	32 287		32 287	25 745
Créances (2) :				
Créances redevables et comptes rattachés (3)	2 872 830		2 872 830	2 435 495
Autres créances	722 321		722 321	528 140
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	4 575 130		4 575 130	2 703 942
Charges constatées d'avance	33 126		33 126	44 464
TOTAL III	8 235 694		8 235 694	5 737 786
Charges à répartir sur plusieurs exercices IV	14 589		14 589	16 556
Primes de remboursement des obligations V				
Ecart de conversion (actif) VI				
TOTAL ACTIF (I +II+III+IV+V+VI)	32 851 954	12 910 085	19 941 869	17 022 716
(1) Un tableau annexé à ce bilan doit détailler les différents comptes de liaison relatifs à l'investissement, à l'exploitation et à la trésorerie pour cet établissement entre cet établissement et les autres établissements et services concernés.				
(2) Dont à moins d'un an : Dont à plus d'un an :				
(3) Dont créances mentionnées à l'article R.314-96 du CASF.				

Bilan Passif

CA Bilan propre Annexe 4 (résultat non affecté) PASSIF		
Dossier : 100 - CONSO LINKIAA-BILAN - Périodes de : 01/2024 à 12/2024		
Libellé	Montant net 2024	Montant net 2023
FONDS PROPRES		
Fonds associatifs sans droit de reprise	1 189 396	1 189 396
Fonds associatifs avec droit de reprise :		
Dons et legs		
Subventions d'investissement sur biens renouvelables	153 035	153 035
Réserves :		
Excédents affectés à l'investissement	321 191	321 191
Réserves de compensation		
Excédents affectés à la couverture du besoin en fonds de roulement	2 329 162	2 329 162
Autres réserves	3 336 104	3 448 771
Report à nouveau		
Report à nouveau (gestion non contrôlée)	560 880	560 880
Dépenses refusées par l'autorité de tarification ou inopposables aux financeurs	-2 070 574	-2 070 574
Résultat sous contrôle de tiers financeurs	60 471	-912 016
Dépenses non opposables aux tiers financeurs	-1 286 699	-784 907
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1)	395 902	18 438
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	3 374 037	3 251 498
Provisions réglementées :	1 174 425	1 167 804
dont Couverture du besoin en fonds de roulement		
dont Amortissements dérogatoires et provisions pour renouvellement des immobilisations		
dont Réserves des plus-values nettes d'actif	1 174 425	1 167 804
Immobilisations grevées de droits		
TOTAL I	9 537 331	8 672 679
Comptes de liaison		
TOTAL II		
Provisions pour risques	60 022	
Provisions pour charges	1 595 533	1 250 670
Fonds dédiés	10 224	26 459
TOTAL III	1 665 779	1 277 129
DETTES (3)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	1 734 924	1 825 199
Emprunts et dettes financières divers (3)	70 518	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Redevables créditeurs		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (4)	785 012	737 654
Dettes sociales et fiscales	5 692 314	3 989 454
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	131 488	252 523
Autres dettes (5)	24 503	50 458
Produits constatés d'avance	300 000	217 620
TOTAL IV	8 738 759	7 072 908
Ecarts de conversion (passif)		
TOTAL V		
TOTAL PASSIF (I +II+III+IV+V)	19 941 869	17 022 716
(1) Dont compte 1201 et compte 1291 résultats sous contrôle de tiers financeurs.		
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
(3) En particulier : cautions versées par les résidents à leur entrée dans l'établissement.		
(4) Dont à plus d'un an :		
Dont à moins d'un an :		
(5) Dont fonds des majeurs protégés :		

Compte de résultat

Compte de Résultat des Associations et Fondations

Dossier : 100 - CONSO LINKIAA-BILAN - Périodes de : 01/ 2024 à 12/ 2024

PRODUITS	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens		
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestation de service	562 273	556 650
<i>Dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	43 326 222	36 777 942
<i>Dont des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	42 628 305	36 096 800
Versements des fondateurs ou conso de la dot consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
<i>Dons manuels</i>	789	1 570
<i>Mécénats</i>		15 000
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de char	296 095	218 851
Utilisations des fonds dédiés	21 081	21 477
Autres produits	1 902 073	1 671 063
TOTAL I	46 108 534	39 262 553
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	0	0
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	11 079 382	10 230 742
Aides financières	204 505	
Impôts, taxes et versements assimilés	2 469 812	2 119 944
Salaires et traitements	20 458 027	17 418 393
Charges sociales	8 188 444	6 779 170
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 533 159	1 090 531
Report en fonds dédiés	4 846	10 000
Autres Charges	1 986 624	1 756 231
TOTAL II	45 924 798	39 405 012
I.RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	183 736	-142 459

PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	2 664	2 489
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	2 664	2 489
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	17 914	18 598
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	17 914	18 598
2.RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-15 251	-16 108
3.RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	168 485	-158 567
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	43 217	50 737
Sur opérations en capital	198 466	191 662
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	241 684	242 399
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	6 119	54 293
Sur opérations en capital	1 471	2 579
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions	6 622	8 476
TOTAL VI	14 212	65 348
4.RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	227 472	177 051
Participation des salariés aux résultats (VII)	0	0
Impôts sur les bénéfices (VIII)	55	46
Total des produits (I+III+V)	46 352 881	39 507 441
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	45 956 979	39 489 003
EXCEDENT OU DEFICIT	395 902	18 438
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	-8 394	
Bénévolat	-2 429	-5 059
TOTAL	-10 822	-5 059
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURES		
Secours en nature		
Mise à disposition de biens et services		
Prestations	8 394	
Personnel bénévole	2 429	5 059
TOTAL	10 822	5 059

Annexe

ANNEXE

La présente annexe fait partie intégrante des comptes sociaux de l'exercice de 12 mois, ouvert le 01.01.2024 et clos le 31.12.2024.

Elle accompagne :

- le bilan dont le total s'élève	19 941 868.98 €
- et le résultat comptable regroupé (avant affectation des résultats N-2)	+395 902.28 €

Se décomposant en :

* Résultat Activité principale des Etablissements	+389 145.41€
* Résultat Activités Annexes	+6 756.87 €

Ces comptes annuels ont été validés le 29 avril 2025 par le Conseil d'Administration.

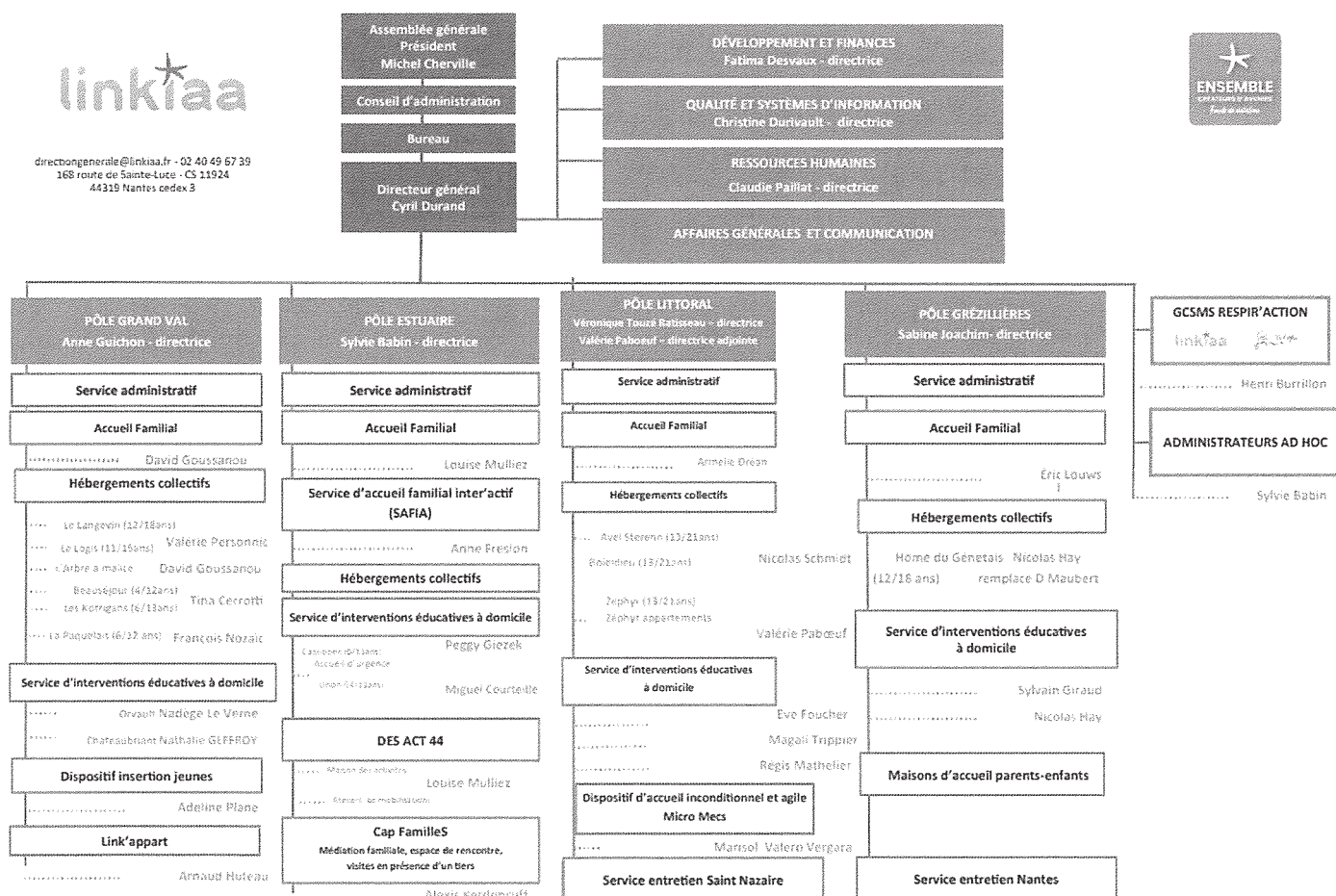
Objet social de l'entité, nature et périmètre des activités ou missions sociales et moyens mis en œuvre

Première association du département de Loire Atlantique dans le champ de la protection de l'enfance, Linkiaa couvre par ses activités l'ensemble de la Loire-Atlantique.

Linkiaa accueille et accompagne des personnes en situation de vulnérabilité – enfants, adolescents (0 à 21 ans), familles – dans le cadre de mesures administratives ou judiciaires (1629 places autorisées).

Ses valeurs - humanisme, altruisme, solidarité - offrent à chacun la possibilité de devenir acteur de sa vie dans son environnement. Linkiaa propose et met en œuvre une palette complète de prestations : mesures de milieu ouvert, maisons d'enfants à caractère social d'urgence et de moyen séjour, logements individuels pour les plus de 16 ans, accueil familial, dispositif d'accueil inconditionnel et agile, soutien à la parentalité (espaces de rencontres- médiation familiale- visites en présence d'un tiers) et ateliers de mobilisations. Sa vaste palette de prestations articulables les unes aux autres, est assise sur des expertises et des pratiques professionnelles favorisant l'agilité et l'adaptabilité des modes d'accompagnement et de prise en charge.

L'organisation en 4 pôles multi activités (567 salariés) offre une grande souplesse dans l'exercice de nos missions. Nous privilégions les actions transversales, plus favorables à la mise en œuvre de parcours cohérents au bénéfice des populations accompagnées.



076_f_com_JANVIER 2023

Objet social de l'association

Statuts Linkiaa applicables à compter du 17 mai 2021

Statuts Sauvegarde de l'Enfance 44	Statuts Linkiaa
Article 2 L'association a pour but :	Article 2 L'association qui assure une mission d'intérêt général et poursuit une utilité sociale a pour but :
d'associer "des citoyens en les mobilisant au service de la protection de l'enfance pour prévenir les difficultés auxquelles les parents peuvent être confrontés dans l'exercice de leurs responsabilités éducatives, accompagner les familles et assurer, le cas échéant, selon les modalités adaptées à leurs besoins, une prise en charge partielle ou totale de mineurs ou jeunes majeurs et de leurs familles".	d'accueillir, de prendre en charge et d'accompagner, dans une perspective d'autonomie et d'intégration sociale, des enfants, mineurs et jeunes majeurs et leurs familles en difficulté sociale ou présentant notamment des troubles du comportement essentiellement confiés par les autorités administratives ou judiciaires.
de conduire un dispositif, habilité par les Pouvoirs Publics, d'interventions diversifiées pour des prises en charge d'enfants ou de jeunes majeurs en difficulté dans une perspective d'autonomie et d'intégration sociale.	d'apporter un soutien à des personnes en situation de vulnérabilité soit du fait de leur situation économique ou sociale, soit du fait de leur situation personnelle et particulièrement de leur état de santé ou de leurs besoins en matière d'accompagnement social et médico-social.
de contribuer, entre acteurs engagés au service de l'enfance, à la promotion et au développement de la prévention et à la recherche de réponses adaptées.	de déployer dans le cadre d'habilitations administratives, un dispositif d'interventions diversifiées de prises en charge d'enfants ou de jeunes majeurs en difficulté.
	de conforter, entre citoyens engagés auprès des personnes en situation d'exclusion, la promotion et le développement de la prévention et la recherche de réponses adaptées
de sensibiliser le public et de rechercher son appui à la politique conduite par l'Association.	Idem
d'être force d'interpellation et de proposition vis-à-vis des Pouvoirs Publics concernant les politiques de l'enfance et de la jeunesse.	de porter dans l'espace public, la question des politiques publiques en matière de protection de l'enfance et plus largement de solidarité et à participer à leur élaboration
	de développer une fonction de veille et de ressources sur le champ de la protection de l'enfance et de participer aux travaux de recherche qui s'y rapportent.
de venir, si nécessaire, en aide, moralement et matériellement, aux anciens bénéficiaires des services de l'Association.	Idem
d'assister les enfants victimes de mauvais traitements, de les défendre devant toute juridiction notamment en se constituant partie civile contre les auteurs d'infraction.	Idem

Les moyens mis en œuvre

Les moyens mis en œuvre correspondent majoritairement à des financements versés par le département de Loire Atlantique sous forme de dotation globale ou de prix de journée.

PRINCIPES - REGLES ET METHODES COMPTABLES

PRINCIPES GENERAUX

Le Bilan et le Compte de Résultat sont présentés suivant l'instruction budgétaire et comptable M22, qui évolue continuellement. Ils sont aussi établis selon les règlements ANC 2014-03, ANC 2018-06 et ANC 2019-04.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels et aux prescriptions comptables du règlement **ANC 2018-06 du 5 décembre 2018** relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, homologué par arrêté du 26 décembre 2018 (JO 30 texte 51), qui a abrogé le règlement CRC 99-01 du 16 février 1999 (anciennement applicables aux comptes annuels des associations et fondations).

Dans le cas de Linkiaa, les conséquences portent sur la réaffectation des subventions d'investissements non amortissables (*cf. Chapitre REAFFECTATION DES SUBVENTIONS NON AMORTISSABLES*).

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

En 2024, une convention de dotation globalisée avec le Conseil départemental de la Loire-Atlantique est en place pour les prestations de mesure éducative personnalisée (MEP), du service d'accueil familial inter actif (SAFIA) et du dispositif d'accueil inconditionnel et agile (DAIA). A compter du 01/01/2017, les structures d'hébergement (Accueil Familial, Hébergement Collectif, Hébergement Individuel) sont rémunérées sous la forme d'un prix de journée.

Les arrêtés signés par le Préfet et le Président du Conseil départemental sont des engagements officiels de règlement des budgets acceptés, basés, d'une part, sur un financement par le département à hauteur de 100.00% et d'autre part sur des taux directeurs.

La Protection Judiciaire de la Jeunesse et les Conseils Départementaux extérieurs continuent à effectuer leurs règlements en fonction des journées réalisées.

Le Conseil départemental de la Loire-Atlantique a assuré en 2024 :

- le paiement des journées par un douzième de dotation de janvier à décembre, concernant **les prestations de mesure éducative personnalisée (MEP), du service d'accueil familial inter actif (SAFIA), et du dispositif d'accueil inconditionnel et agile (DAIA).**

- le paiement des journées des **structures d'hébergement (Accueil Familial, Hébergement Collectif, Hébergement Individuel)**.

Les Prix de Journée font l'objet d'une approbation sous forme d'arrêté conjoint cosigné par le président du Conseil départemental et le préfet de Loire Atlantique (représentant le ministère de la justice - Protection Judiciaire de la Jeunesse - P.J.J.).

- le paiement de prises en charges dérogatoires
- le paiement de dotations pour le dispositif éphémère du Pouliguen
- le paiement de dotation pour la MicroMecs de La Paquelais

RESULTAT COURANT/RESULTAT EXCEPTIONNEL

Tous les éléments exceptionnels (par leur fréquence et leur montant) se rattachant aux activités ordinaires, ont été comptabilisés en résultat exceptionnel.

INDEPENDANCE DES EXERCICES

Les comptes de l'Association font l'objet de l'élaboration de Budgets Prévisionnels Annuels et sont suivis à l'aide d'une comptabilité générale autonome.

Le bénévolat est valorisé.

Les contributions volontaires en nature de 10 822.29 € désignent le temps passé par des bénévoles, principalement sur l'activité d'administrateur ad hoc, ainsi que du mécénat de compétences.

Pour la valorisation du temps passé, la méthode prend en compte les indicateurs suivants : nombre d'heures passées * le montant du SMIC * un taux de charges moyen de 25%. Les bénévoles renseignent un relevé de temps validé par la direction du pôle.

PRODUITS FINANCIERS

La trésorerie de l'association fait l'objet, en cas d'excédents, de placements en Livret A, en livret Association ou en comptes à terme.

Les produits financiers ainsi dégagés au cours de l'exercice sur les opérations de placement sont directement affectés aux fonds propres, conformément aux dispositions comptables en vigueur pour les établissements et services sociaux et médico-sociaux privés.

FONDS PROPRES

Il a été constitué un fonds d'investissements pour couvrir les amortissements des biens autofinancés, ces amortissements n'étant pas pris en charge par les budgets financés par le Conseil départemental.

IMMOBILISATIONS

Les investissements financés sur les fonds propres sont inclus dans les tableaux.

A noter que la norme internationale IAS 16 adoptée par la Commission Européenne dans le règlement CE n° 2238/2005 du 29/12/05 concernant les immobilisations corporelles, et applicable au 1/1/06, a été mise en œuvre pour la totalité des actifs existants dans l'association. Cette norme impose aux entreprises, entre autres, de ventiler le montant d'une immobilisation corporelle en ses parties significatives et d'amortir séparément chacune de ces parties.

DEROGATION AUX PRESCRIPTIONS COMPTABLES

Les remboursements effectués par le Personnel au titre des repas, téléphone ou prestations, sont enregistrés dans le compte 708 - Produits des Activités Annexes - et non en 79 - Transferts de Charges.

Du fait de l'application de la subrogation lors d'un Arrêt-Maladie, les Indemnités Journalières à recevoir en fin d'exercice sont comptabilisées au crédit du compte 641105 Régularisation Indemnités Journalières.

Ces imputations sont faites conformément aux instructions comptables à appliquer dans le Secteur Sanitaire et Social.

Depuis 1991, la provision pour congés payés n'était plus comptabilisée mais inscrite en engagement hors bilan. Du fait de la nouvelle réglementation (Instruction DGAS/SD 5B n° 2007-319 du 17 août 2007) qui vise à une harmonisation avec le plan comptable général, une dotation est comptabilisée dans les comptes de l'exercice.

La provision pour Congés Payés (comprenant les charges sociales et fiscales) figurant au bilan se décompose donc comme suit :

Provision inscrite au Passif du Bilan (dettes sociales et fiscales) correspondant au montant à la date du 31/12/1990 et financée dans le cadre du prix de journée	339 985 €
Provision non comptabilisée entre le 1/1/1991 et le 31/12/2006 (inopposables aux financeurs) inscrite en moins des capitaux propres et non financées dans le cadre du prix de journée	516 432 €
Provision comptabilisée en 2007 et non financée par le Conseil départemental	28 927 €
Provision comptabilisée en 2008	166 026 €
Provision comptabilisée en 2009	44 931 €
Provision comptabilisée en 2010	- 32 542 €
Provision comptabilisée en 2011	- 48 118 €
Provision comptabilisée en 2012	11 700 €
Provision comptabilisée en 2013	-4 375 €
Provision comptabilisée en 2014	56 016 €
Provision comptabilisée en 2015	37 458 €

Provision comptabilisée en 2016	13 191 €
Provision comptabilisée en 2017	19 500 €
Provision comptabilisée en 2018	792 913 €
Provision comptabilisée en 2019	-401 472 €
Provision comptabilisée en 2020	310 815 €
Provision comptabilisée en 2021	-18 427 €
Provision comptabilisée en 2022	170 994 €
Provision comptabilisée en 2023	328 939 €
Provision comptabilisée en 2024	319 873 €
Total	2 652 766 €

PRESENTATION DES COMPTES

BILAN – IMMOBILISATIONS

MOUVEMENTS D'IMMOBILISATIONS

Les mouvements ayant affecté les différents postes d'immobilisations, tant en valeur brute qu'en amortissement ou provision pour dépréciation, sont résumés dans les tableaux ci-après.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les amortissements pour dépréciation sont calculés en fonction de la durée de vie prévue. Les principaux modes de calcul se résument comme suit :

	MODE	DUREE
- Construction – gros œuvre	Linéaire	30/75 ans
- Matériel et Mobilier	Linéaire	5/10 ans
- Matériel roulant	Linéaire	5 à 8 ans
- Agencement et Installation	Linéaire	5 à 15 ans
- Mat. Bureau et Informatique	Linéaire	3/10 ans
- Logiciel	Linéaire	2 à 8 ans
- Matériel – Outillage	Linéaire	5/10 ans
- Mobilier appartements jeunes	Linéaire	6 ans
- Ascenseur	Linéaire	25 ans

Aucun amortissement dérogatoire n'a été comptabilisé.

IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Total	883 681.03 €
Dont Dépôts et cautionnements	106 057.53 €
Appartement Médiation	1 064.37
Appartements jeunes SAINT NAZAIRE	4 053.61
Locaux administratifs Saint Nazaire	15 291.66
Cartes carburant	5 440.48
Locaux administratifs Pôle Grand Val	31 235.42
Appartements & divers JEUNES (DIJ et divers)	26 435.67
Appartements JEUNES (GREZILLIERES)	4 422.15
Appartements JEUNES (Pôle Littoral)	4 077.17
Salle Savenay 2024/2025	1 072.00
Pôle Estuaire + Cap Familles Dépôt de garantie Croix Fraîche	12 000.00
Location StViaud Respir'action	965,00
Dont Prêts Effort construction	749 623.50 €
<p>Les prêts correspondent aux versements de la cotisation Effort construction : 749 623.50 €</p> <p>Historiquement, le versement était fait sous forme de prêt chez Enfance & Famille mais n'avait jamais été comptabilisé à l'actif. La régularisation a donc été effectuée en 2018 avec la reprise des versements historiques de « Enfance & Famille » pour un montant de 209 000.00 €.</p> <p>Depuis, se rajoutent les versements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Versement 2017 : 67 376.97 € (Linkiaa) - Versement 2018 : 68 100.27 € (Linkiaa) - Versement 2019 : 68 872.37 € (Linkiaa) - Versement 2020 : 64 807.32 € (Linkiaa) - Ajustements de 2020 à la suite du récapitulatif d'ACTION LOGEMENT : -7 520.35 € - Versement 2021 : 64 773.71 € (Linkiaa) - Versement 2022 : 68 475.33 € (Linkiaa) - Versement 2023 : 76 410.84 € (Linkiaa) - Versement 2024 : 86 185.42 € (Linkiaa) <p>- Remboursements des prêts Action Logement arrivant à échéance d'un montant de 0.00 €</p> <p><i>Dont échéance 2018 : 2 490.16 €</i> <i>Dont échéance 2019 : 2 601.71€</i> <i>Dont échéance 2020 : 2 827.51€</i> <i>Dont échéance 2021 : 2 826.00€</i> <i>Dont échéance 2022 : 2 987.00€</i> <i>Dont échéance 2023 : 3 126.00€</i> <i>Dont échéance 2024 : 0 €</i></p> <p>Soit un total de 749 623.50 € au 31/12/2024</p> <p>Ces avances seront reversées à l'association au terme du délai de 20 ans.</p>	
Dont Autres titres immobilisés	28 000.00€
Les autres titres immobilisés correspondent à 28 000 € versés au titre des parts dans SCIC ETIC	

AC - Immobilisations
Groupe de dossiers : LI - EDITION-LINKIAA - Périodes de : 01/2024 à 12/2024 - Avec jouaux de simulation - Compensation sur auxiliaires

Immobilisations	Immobilisations au 31 décembre 2023	Acquisitions 2024	Cessions 2024	Immobilisations au 31 Décembre 2024	Contrôle immobilisations 2024
Immobilisations incorporelles	375 912,30	5 678,00		381 590,30	375 912,30
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Frais de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Concessions et droits similaires, Brevets, lic., marques et procédés, droits et val. sim.	375 912,30	5 678,00	0,00	381 590,30	381 590,30
20500000 Logiciels	375 912,30	5 678,00	0,00	381 590,30	381 590,30
Fonds commercial	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- dont droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Immobilisations corporelles	22 138 379,89	3 192 144,67	1 994 173,93	23 336 350,63	22 138 379,89
Terrains	694 077,61	0,00	0,00	694 077,61	694 077,61
21110000 Terrains nus	11 535,00	0,00	0,00	11 535,00	11 535,00
21150000 Terrains bâtis	682 542,61	0,00	0,00	682 542,61	682 542,61
Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure	194 058,49	0,00	0,00	194 058,49	194 058,49
21200000 Agct & amenagt terrain	194 058,49	0,00	0,00	194 058,49	194 058,49
Constructions	12 746 714,20	1 772 429,57	12 015,70	14 507 128,07	14 507 128,07
21300000 Batiments	6 495 257,83	311 526,66	0,00	6 806 784,49	6 806 784,49
21310000 Batiments	3 850 890,49	1 159 515,55	0,00	5 010 406,04	5 010 406,04
21350000 Agence & installations	2 400 565,88	301 387,36	12 015,70	2 689 937,54	2 689 937,54
Installations, matériel et outillage techniques	670 004,49	40 722,00	439,98	710 286,51	710 286,51
21500000 Matériel & outillages	662 507,47	40 722,00	439,98	702 789,49	702 789,49
21510000 Mat & mob couv par prov.	4 257,26	0,00	0,00	4 257,26	4 257,26
21520000 Mat finances par subvention	3 239,76	0,00	0,00	3 239,76	3 239,76
Autres immobilisations corporelles	6 382 525,33	479 492,42	19 648,41	6 842 369,34	6 842 369,34
21810000 Agence & installations	3 031 163,56	316 612,75	558,00	3 347 218,31	3 347 218,31
21810100 Agence instal Securite	92 926,76	1 628,66	0,00	94 555,42	94 555,42
21811000 Agct & inst couv par prov	45 530,42	0,00	0,00	45 530,42	45 530,42
21820000 Matériel de transport	925 041,54	60 002,84	14 943,19	970 101,19	970 101,19
21830000 Matériel informatique	1 308 674,76	27 746,61	0,00	1 336 421,37	1 336 421,37
21835000 Matériel de Bureau	25 790,82	5 489,46	1 069,29	30 210,99	30 210,99
21840000 Mobilier	951 101,77	68 012,10	3 077,93	1 016 035,94	1 016 035,94
21841000 Mob finance par subvention	2 295,70	0,00	0,00	2 295,70	2 295,70
Immobilisations corporelles en cours	1 450 999,77	899 500,68	1 962 069,84	388 430,61	388 430,61
23800000 Immobilisations en cours	5 689,20	0,00	5 689,20	0,00	0,00
23800007 Immo en cours-ADAP-Avel Sterenn	0,00	622,60	622,60	0,00	0,00
23800008 Immo en cours-ADAP-Boieldieu	0,00	12 585,76	12 585,76	0,00	0,00
23800009 Immo en cours-ADAP-Zephyr	0,00	498,32	498,32	0,00	0,00
23800010 Immo en cours-Paimboeuf honoraires	82 867,12	30 327,93	113 195,05	0,00	0,00
23800011 Immo en cours-Korrigans	0,00	727,20	727,20	0,00	0,00
23800016 Immo en cours-Paimboeuf Bât neufs	-0,01	127 774,29	127 774,28	0,00	0,00
23800017 Immo en cours-Paimb Bât Anciens	918 259,37	256 003,31	1 174 262,68	0,00	0,00
23800019 Immo en cours-DAIA Travaux	257 672,25	53 854,41	311 526,66	0,00	0,00
23800020 Immo en cours-Château Gréziillères	43 759,21	12 600,00	0,00	56 359,21	56 359,21
23800021 Immo en cours-Aménagt NveauBâtiment	12 600,00	0,00	12 600,00	0,00	0,00
23800023 Immo en cours-ADAP Château Grez	130 152,63	62 266,61	192 419,24	0,00	0,00
23800024 Immo en cours-Croix Fraiche	0,00	213 497,36	0,00	213 497,36	213 497,36
23800025 Immo en cours-ADAP AF Renaissance	0,00	5 700,00	0,00	5 700,00	5 700,00
23800026 Immo en-cours Travaux MM Paquelais	0,00	41 111,56	0,00	41 111,56	41 111,56
23800027 Immo en-cours Travaux MM GCDF	0,00	37 866,31	0,00	37 866,31	37 866,31
23800028 Immo en-cours Travaux Tiny House	0,00	44 065,02	10 168,85	33 896,17	33 896,17

Immobilisations financières	773 529,58	121 455,79	11 304,34	883 681,03	773 529,58
Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres titres immobilisés	28 000,00	0,00	0,00	28 000,00	28 000,00
27280000 Autres titres immobilisés	28 000,00	0,00	0,00	28 000,00	28 000,00
Prêts	663 438,08	87 767,76	1 582,34	749 623,50	749 623,50
27480000 Prêt participation construction	663 438,08	87 767,76	1 582,34	749 623,50	749 623,50
Autres immobilisations financières	82 091,50	33 688,03	9 722,00	106 057,53	106 057,53
27500000 Depots & cautionnements	82 091,50	32 988,03	9 022,00	106 057,53	106 057,53
27500010 Dépôts & cautionnements Cadeceau	0,00	700,00	700,00	0,00	0,00
TOTAL IMMOBILISATION	23 287 821,77	3 319 278,46	2 005 478,27	24 601 621,96	24 601 621,96

CA Tableau des amortissements					
Groupe de dossiers : LI - EDITION-LINKIAA - Périodes de : 01/2024 à 12/2024					

Amortissements	Amortissements cumulés 2023	Dotations de l'Exercice 2024	Diminut. Résultant des Sorties Exercice 2024	Amortissements Cumulés 2024	Contôle amortissements 2024
Amortissements des immobilisations incorporelles					
2801 - Frais d'établissement	-	-	-	-	-
2803 - Frais de recherche et de développement	-	-	-	-	-
2804 - Contributions aux investissements communs des GHT	-	-	-	-	-
2805 - Concessions et droits similaires, Brevets, lic., marques et procédés, droits et val. sim.	301 411,47	21 442,68	-	322 854,15	322 854,15
28050000 Amort logiciels	301 411,47	21 442,68	-	322 854,15	322 854,15
2808 - Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-
Amortissements des immobilisations corporelles					
2811 - Terrains	-	-	-	-	-
2812 - Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure	111 068,43	4 762,21	-	115 830,64	115 830,64
28120000 Amort agct terrains	111 068,43	4 762,21	-	115 830,64	115 830,64
2813 - Constructions sur sol propre	6 379 287,25	475 654,22	9 995,79	6 844 945,68	6 844 945,68
28130000 Amort batiments	3 502 631,16	188 377,47	-	3 691 008,63	3 691 008,63
28131000 Amort batiments	1 621 443,13	140 483,14	-	1 761 926,27	1 761 926,27
28131520 Amort.Mais.Reton	106 381,54	5 081,63	-	111 463,17	111 463,17
28135000 Amort agct & install	1 148 831,42	141 711,98	9 995,79	1 280 547,61	1 280 547,61
2814 - Constructions sur sol d'autrui	-	-	-	-	-
2815 - Installations, matériel et outillage techniques	605 207,67	25 350,89	-	630 558,56	630 558,56
28150000 Amort materiel & outill	597 710,65	25 350,89	-	623 061,54	623 061,54
28151000 Amort mat&outill couv par prov	4 257,26	-	-	4 257,26	4 257,26
28152000 Amort mat financ par subv	3 239,76	-	-	3 239,76	3 239,76
2818 - Autres immobilisations corporelles	4 622 472,03	388 367,54	14 943,19	4 995 896,38	4 995 896,38
282 - Amortissement des immobilisations reçues en affectation	-	-	-	-	-
TOTAL GENERAL	12 019 446,85	915 577,54	24 938,98	12 910 085,41	12 910 085,41

BILAN – PROVISIONS

Provisions pour risques et charges : 1 665 779.41 €

	Provisions pour départs en retraite	1 244 725 €
Personnel Autres salariés		528 484 €
Personnel Assistants Familiaux		716 241 €

A/ Rappel de la méthode actuelle

La méthode actuelle utilisée par l'association est globalement utilisée par le secteur habilité.
Le détail de la méthode actuelle consiste à prendre en compte les départs à la retraite prévus pour les 5 prochaines années (ex : au 31/12/2024, les départs prévus de 2025 à 2029).

- la provision est calculée selon la méthode suivante :
- pour les départs 2025, prise en compte de 100% des indemnités de retraite
- pour les départs 2026, 80% des indemnités de retraite
- pour les départs 2027, 60% des indemnités de retraite
- pour les départs 2028, 40% des indemnités de retraite
- pour les départs 2029, 20% des indemnités de retraite

B/ Méthode préférentielle du Plan Comptable Général

La méthode préférentielle du PCG est la **constatation de provisions pour la totalité des membres du personnel, conduisant à une meilleure information financière** (art 335-1 intégrant avis du cnc n°97-06)
Cette provision est valorisée en prenant en compte **l'ensemble du personnel**, l'évolution des salaires, le turn-over des salariés, le taux d'actualisation, le tableau de mortalité, le sexe, l'ancienneté (à partir de la date d'entrée dans l'association)

L'évaluation de l'engagement au 31/12/2021 ressort à 2 396 K€ contre 805 K€
de provision comptabilisée au 31/12/2021 **soit une majoration de la provision de +1 591 K€**

L'évaluation de l'engagement au 31/12/2022 ressort à 1 822 K€ contre 796 K€
de provision comptabilisée au 31/12/2022 **soit une majoration de la provision de +1 026 K€.**

L'évaluation de l'engagement au 31/12/2023 ressort à 1 981K€ contre 938 K€
de provision comptabilisée au 31/12/2023 **soit une majoration de la provision de +1 043 K€.**

L'évaluation de l'engagement au 31/12/2024 ressort à 2 505 K€ contre 1 245 K€
de provision comptabilisée au 31/12/2024 **soit une majoration de la provision de +1 260 K€.**

Au regard :

- que LINKIAA utilise la méthode suivie par le secteur,
 - du financement à court terme du financeur,
- la décision prise est de continuer à provisionner selon la méthode actuelle.

C / Hypothèses d'évaluation de la provision (selon la méthode préférentielle du Plan Comptable Général)

Hypothèses d'évaluation	2024	2023	2022	2021
Taux d'actualisation	3.35%	3.20%	3.75%	0,98%
Revalorisation des salaires	0.5%	0.5%	0.5%	0.50%
Charges sociales patronales cadres et non cadres hors assistants familiaux	52%	52%	52%	52%
Charges sociales patronales non cadres assistants familiaux	40%	40%	40%	40%
Mobilité des actifs - turnover	faible	faible	faible	faible
Table de mortalité	Table INSEE 2018	Table INSEE 2018	Table INSEE 2018	table INSEE
Départ volontaire (Départ à l'initiative du salarié)	100%	100%	100%	100%
Âge de départ en retraite :				
cadres et non cadres hors assistants familiaux	60-67 ans	60-67 ans	60-67 ans	60-67 ans
non cadres assistants familiaux (Départ à taux plein)	65-67 ans	65-67 ans	60-67 ans	60-67 ans
Montant de la provision en €	2 504 944	1 981 808	1 821 853	2 395 556

Provisions pour Compte Epargne Temps	310 155.00 €
---	---------------------

Provisions Litiges	60 022.37 €
---------------------------	--------------------

Provision pour travaux Reton Enfance & Famille	40 653.16 €
---	--------------------

Fonds dédiés	10 223.87 €
---------------------	--------------------

La méthode d'évaluation du Compte Epargne Temps consiste à prendre en compte le nombre de jours alimentés dans le CET par salarié et à le valoriser sur la base du taux horaire chargé du salarié.

La méthode d'évaluation des provisions litiges fait suite à une estimation du risque effectuée par la direction des ressources humaines en lien avec l'avocat de l'association.

La provision pour travaux Reton (Zéphyr) correspond à la quote-part de l'investissement financé par les fonds propres de l'association.

Les fonds dédiés correspondent aux montants reçus par des entreprises, des fondations mécènes mais aussi la générosité du public pour un montant de 10 223.87 € et qui sont affectés à des projets spécifiques.

	31/12/2023	DOTATIONS	REPRISES	ECART 2024/2023	31/12/2024
Provisions pour départs à la retraite	937 767,45	507 403,72	200 446,16	306 957,56	1 244 725,01
Provisions pour Compte Epargne Temps	267 168,00	50 155,00	7 168,00	42 987,00	310 155,00
Provisions Litiges	0,00	60 022,37	0,00	60 022,37	60 022,37
Provision pour travaux Reton	45 734,79	0,00	5 081,63	-5 081,63	40 653,16
Fonds Dédiés	26 459,20	5 000,00	21 235,33	-16 235,33	10 223,87
	1 277 129,44	622 581,09	233 931,12	388 649,97	1 665 779,41

Ressource	Fonds à engager au début de l'exercice.	Utilisation en cours d'exercice	Engagements à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice	Variation
	A	B	C	D=A-B+C	
Fonds dédiés					
Cap Familles - REAAP 2022	871,22	871,22			-871,22
Cap Familles - REAAP 2024		154,39	5 000,00	4 845,61	4 845,61
# 57 - [Fondation Carrefour] _ cré	15 000,00	11 409,72		3 590,28	-11 409,72
# 75 - Des compétences pour la vi	8 800,00	8 800,00			-8 800,00
Dons non affectés à un projet	1 787,98			1 787,98	
Total général	26 459,20	21 235,33	5 000,00	10 223,87	-16 235,33

BILAN – ACTIF

Créances de l'actif circulant

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

La répartition des créances selon leur échéance, le détail des produits à recevoir, sont présentés dans le tableau suivant :

Libellé	Montant net 2024	Montant net 2023
Avances et acomptes versés sur commandes	32 286,64	25 744,95
Fournis - Av & acpt verse	32 286,64	25 744,95

Créances redevables et comptes rattachés (3)	2 872 829,89	2 435 495,34
Clients Département	2 751 607,60	2 347 231,91
Clients Essor	8,50	80,31
RESPIR'ACTION	115 405,63	82 561,04
DRFIP AAH	5 808,16	5 135,48
Produits a recevoir	0,00	486,60
Autres créances	722 321,10	528 139,66
Fournisseurs - Avoir à recevoir	16 658,20	21 331,49
Avces au personnel	8 034,49	16 247,78
Avance frais Jeunes	962,04	0,00
Produits a recevoir	364 615,44	168 158,85
Organismes - pdt a recevoir	52 681,00	46 027,53
Avances familles	0,00	0,00
Avances permanentes	103 123,58	119 976,64
Formations	62 067,85	105 636,30
Personnes détachées	19 129,25	19 129,25
Ensemble, Créateurs d'Avenirs	78 288,34	30 065,94
Créances diverses	16 760,91	1 565,88

Le Conseil départemental de la Loire-Atlantique a assuré :

- le paiement des journées par un douzième de dotation de janvier à décembre, concernant **les prestations de Mesure Educative Personnalisée (MEP), du service d'accueil familial inter actif (SAFIA), de dispositif d'accueil inconditionnel et agile (DAIA),**
- **des dotations complémentaires additionnelles pour l'accueil d'urgence au Pouliguen, les Micromecs et les prises en charge renforcées.**
- le paiement des journées des **structures d'hébergement (Accueil Familial, Hébergement Collectif, Hébergement Individuel)**. Le délai de règlement du département sur l'année 2024 est évalué à une moyenne de **31.6 jours** (à partir du jour d'envoi de la facture).

PRODUITS A RECEVOIR	2024
Créances usagers et comptes rattachés	16 658,20 €
Autres créances	417 296,44 €
Total	433 954,64 €
CHARGES A PAYER	
Dettes fournisseurs	150 332,23 €
Dettes fiscales et sociales	3 857 833,67 €
Autres dettes	- €
Total	4 008 165,90 €

2024	ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 ans au +	A + d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISE				
* Créances rattachées à des participations		50	50	
* Autres titres immobilisés		28 000		28 000
* Prêts (1)		749 624	3 170	746 453
* Autres immos financières Dépôts & cautionnements		106 058	23 966	82 092
DE L'ACTIF CIRCULANT				
* Fournisseurs débiteurs		32 287	32 287	
* Clients douteux ou litigieux				
* Autres créances clients				
* Personnel et comptes rattachés		8 034	8 034	
* Sécurité Sociale et autres organismes sociaux		34 265	34 265	
Etat et autres collectivités publiques				
* Ministère de la Justice		5 808	5 808	
* Conseil Départemental 44		2 751 608	2 751 608	
* Ministère de la Justice et Autres Départements			0	
* Taxe sur la valeur ajoutée			0	
* Autres impôts, taxes et versements assimilés				
* Divers		115 414	115 414	
* Groupe et associés (2)				
* Débiteurs divers		680 022	680 022	
* Charges constatées d'avance		33 126	33 126	
TOTAUX		4 544 295	3 687 749	856 545

2024	ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 ans au +	A + d'un an & 5 ans au +	A + de 5 ans
* Emprunts obligataires convertibles (1)			0		
* Autres emprunts obligataires (1)					
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETABLISSEMENTS DE CREDITS (1)					
- A 2 ans maximum à l'origine					
- A plus de 2 ans à l'origine		0	0		
* Emprunts et dettes financières divers (1) (2)		1 805 442	105 286	526 235	1 173 921
* Fournisseurs et comptes rattachés		785 012	785 012		
* Personnel et comptes rattachés					
Comité d'Entreprise		75 032	75 032		
Frais travailleurs sociaux		43 146	43 146		
Congés à Payer		2 652 766	2 652 766		
Rémunérations dues		1 145 068	1 145 068		
Frais Assistants Familiaux		0	0		
		3 916 011	3 916 011		
* Sécurité Sociale et autres organismes sociaux		1 506 225	1 506 225		
Etat et autres collectivités publiques					
* Impôts sur les bénéfices		55	55		
* Taxe sur la valeur ajoutée		0	0		
* Obligations cautionnées		27 840	27 840		
* Autres impôts, taxes et assimilés		242 183	242 183		
* Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		131 488	131 488		
* Groupe et associés (2)					
* Autres dettes		24 503	24 503		
* Produits constatés d'avance		300 000	300 000		
TOTAUX		8 738 759	7 038 602	526 235	1 173 921

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

0

Emprunts remboursés en cours d'exercice

0

(2) Montant des divers emprunts et dettes contractés
auprès des associés personnes physiques

0

Régularisation actif

Le détail des charges constatées d'avance se présente de la façon suivante :

Nature des charges constatées d'avance	31/12/2024
Autres charges externes	33 126.23
TOTAL	33 126.23

La méthode retenue depuis 2010 concernant les achats (alimentation, fournitures de bureau, timbres ...) est l'enregistrement des factures correspondantes sur l'exercice. Seuls les achats de fin d'exercice peuvent être enregistrés en charges constatées d'avance si leur montant est significatif.

Régularisation passif

Le détail des produits constatés d'avance se présente de la façon suivante :

Nature des produits constatés d'avance	31/12/2024
Produits Constatés d'Avance	300 000.00
TOTAL	300 020.00

Ce produit correspond au règlement sur 2024 de la dotation en avance pour 2025 par le CD44 pour les dispositifs éphémères d'accueil des 30 jeunes MNA et accueillis d'urgence au Pouliguen.

BILAN - CAPITAUX PROPRES

TOTAL Fonds propres avec droit de reprise + CITS	2 024	2 023	Variation
Excédents affectés à l'investissement	321 191	321 191	-
Excédents affectés à la couverture du BFR	2 329 162	2 329 162	-
Subventions d'investissement sur biens renouvelables	153 035	153 035	-
Créditeur Subvention - <i>Nouveau compte 2020</i>	560 880	560 880	-
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	3 374 037	3 251 498	122 539
Fonds propres avec droit de reprise	6 738 305	6 615 767	122 539
CITS	774 803	782 591	- 7 788
Réserve Loyer Fonctions Support GV	47 600	-	47 600
TOTAL Fonds propres avec droit de reprise + CITS	7 560 709	7 398 358	162 351

Résultat sous contrôle de tiers existant	60 471	- 912 016	972 487
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	395 902	18 438	377 464
Dépenses refusées par l'autorité de tarification ou inopposables	- 1 491 700	- 1 491 700	-
Dépenses non opposables aux financeurs	- 1 286 699	- 784 907	- 501 793
Autres Fonds propres avec droit de reprise	- 2 322 025	- 3 170 184	848 158

TOTAL Fonds propres sans droit de reprise	2 024	2 023	Variation
Valeur Patrimoine intègre	1 189 396	1 189 396	-
travaux Route Sainte Luce	48 320	50 935	- 2 614
travaux Grezillieres Home du Moulin	23 031	24 691	- 1 659
travaux Grezillieres Espace scolaire	1 092	1 162	- 70
travaux Grezillieres Château	21 871	23 943	- 2 072
extension Genetais Chambres individuelles	178 950	193 106	- 14 156
construction Gadeceau	834 369	880 061	- 45 692
locaux Orvault	438 217	453 474	- 15 257
Fonds propres affectés aux projets immobiliers associatifs	1 545 851	1 627 371	- 81 521
Aides aux anciens	5 795	5 795	-
Vie associative	- 3 062	20 771	- 23 834
Réserve sur cessions d'actifs	989 655	1 013 057	- 23 402
Accompagnement projets	-	1 140	- 1 140
Prévention	- 33 448	- 4 682	- 28 766
Administrateur Ad Hoc	8 911	2 727	6 184
Autres réserves	967 850	1 038 808	- 70 958
Provisions Réglementées	1 174 425	1 167 804	6 622
Dépenses refusées	- 578 874	- 578 874	-
TOTAL Fonds propres sans droit de reprise	4 298 648	4 444 505	145 857

TOTAL Fonds propres avec et sans droit de reprise	9 537 331	8 672 679	864 652
--	------------------	------------------	----------------

Les mouvements concernent les éléments suivants :

	31/12/2023	affectation du résultat	augmentation	diminution	31/12/2024
Valeur Patrimoine intégré	1189 396				1189 396
Fonds propres affectés aux projets immobiliers associatifs	1627 371			81 521	1545 851
Autres Réserves	25 751			47 556	-21 804
Réserve sur cessions d'actifs	1013 057			23 402	989 655
Dépenses refusées	-578 874				-578 874
Total des Variations sur les Fonds Propres Sans Droit de Reprise	3 276 701	0	0	152 478	3 124 223
Résultat sous contrôle de tiers existant	-912 016		972 487		60 471
Provisions Réglementées	1167 804		6 622		1174 425
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	18 438	-18 438	395 902		395 902
Dépenses non opposables aux financeurs	-1491 700				-1491 700
Dépenses non opposables aux financeurs	-784 907			501 793	-1286 699
Total des Variations sur les Fonds Propres Avec Droit de Reprise	-2 002 380	-18 438	1 375 011	501 793	-1 147 600
Autres	3 364 269				3 364 269
Total subventions avec Droit de Reprise	3 251 498	0	294 486	171 947	3 374 037
CITS	782 591			7 788	774 803
Réserve Loger Fonctions Support GV	0		50 400	2 800	47 600
Total	8 672 679	-18 438	1 719 897	836 806	9 537 331

RESULTATS GESTION FINANCIERE

Montant total des honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève à **34 608 € TTC** (audit des comptes et procédures de contrôle interne).

PASSAGE DU RESULTAT COMPTABLE AU RESULTAT ADMINISTRATIF

	2024	Reprise Résultat n-2	2024
Résultat comptable de l'activité principale	389 145 €	- 452 017 €	- 62 872 €
Résultat comptable des Fonds Propres	- 5 090 €		
Résultat comptable des autres activités	11 847 €		
<i>Résultat comptable Espace de Rencontre</i>	4 383 €		
<i>Résultat comptable Médiation Familiale</i>	889 €		
<i>Résultat comptable Administrateur AdHoc</i>	6 575 €		
Résultat comptable toutes activités	395 902 €		

- Le résultat comptable 2024 de Linkiaa est excédentaire de **395 902 €**.
- Le résultat comptable 2024 de l'activité principale est excédentaire de **389 145 €**.
La reprise du résultat déficitaire 2022 est de 452 017.43 €.
Le résultat 2024 après reprise du résultat 2022 est donc déficitaire de **62 872 €**.
- Le résultat comptable fonds propres est déficitaire de **5 090 €**.
- Le résultat comptable des autres activités est excédentaire de **11 847 €** :
Excédent de **6 575 €** pour l'activité administrateur ad hoc
Excédent de **5 272** pour Cap Familles (Espace Rencontre et de Médiation Familiale)
- Conformément à la notice d'information, le résultat administratif ne prenant pas en compte les dotations et les reprises de provisions, s'élève pour 2024 à **666 967 €** en excédent.

	R2024
Résultat comptable d'exercice	389 145
Reprise résultat n-2	-452 017
Résultat comptable d'exercice après intégration du résultat n-2	-62 872
Variation Congés Payés	319 873
Dotation Litiges	60 022
Dotation CET	50 155
Dotation Retraite	507 404
Total Dotations	937 454
Reprise Litiges	0
Reprise CET	7 168
Reprise Retraite	200 446
Total Reprises	207 614
Retraitement des dotations / Reprises	729 839
Résultat administratif après intégration du résultat n-2	666 967

VENTILATION DU MONTANT NET DU C.A. ET AUTRES RESSOURCES PAR CATEGORIES D'ACTIVITE.

PRODUITS	Exercice 2024	Dont Activité Principale	Dont CAP FAMILLES	Dont AAH	Dont FONDS PROPRES	Exercice 2023
				0	0	
PRODUITS D'EXPLOITATION						
Cotisations	0					0
Ventes de prestation de service	562 273	539 797	15 154	7 321	-	556 650
Concours publics et subventions d'exploitation	43 326 222	42 659 125	667 098			36 777 942
<i>Dont des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	42 628 305	42 628 305				36 096 800
Ressources liées à la générosité du public		-				
<i>Dons manuels</i>	789	-	-	-	789	1 570
<i>Mécénats</i>	-	-				15 000
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>	-	-				-
Contributions financières	-	-				-
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	296 095	296 095	-	-	-	218 851
Utilisations des fonds dédiés	21 081	-	871		20 210	21 477
Autres produits	1 902 073	1 811 908	90 166	-	-	1 671 063
TOTAL I	46 108 534	45 306 925	773 289	7 321	20 999	39 262 553
PRODUITS FINANCIERS		-				
Autres intérêts et produits assimilés	2 664				2 664	2 489
TOTAL II	2 664	-	-	-	2 664	2 489
PRODUITS EXCEPTIONNELS						
Sur opérations de gestion	43 217	43 217				50 737
Sur opérations en capital	198 466	190 560	3 007		4 899	191 662
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	-	-				-
TOTAL III	241 684	233 778	3 007	-	4 899	242 399
TOTAL IV	46 352 881	45 540 703	776 296	7 321	28 562	39 507 441

FRAIS DE SIEGE : COMPENSATION CHARGES / PRODUITS

La facturation des frais de siège vers les différentes prestations Accueil Familial, Hébergement Collectif, Milieu Ouvert et Hébergement Individuel se décompose selon le poids de chacune de ces prestations dans les charges brutes N-2, via une écriture entre les comptes 7556 et 6556 :

	TOTAL LINKIAA
Groupe 3 produits - compte 75560000 Répartition frais de siège	1 792 735,95
Groupe 2 charges - compte 65560000 Frais de siège	1 792 735,95

NATURE, MONTANT ET TRAITEMENT COMPTABLE DES PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS ET TRANSFERTS DE CHARGES

CHARGES EXCEPTIONNELLES	Exercice 2024
Sur opérations de gestion	6 119
67 110 000	850
67120000 Pénalités amendes fiscales et péna	5 269
Sur opérations en capital	1 471
67500000 Valeur ctable éléments actif cédés	0
67800000 Autres charges exceptionnelles	1 471
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions	6 622
68746100 Dot Resv Fds Propr PV VMP	6 622
TOTAL	14 212

PRODUITS EXCEPTIONNELS	Exercice 2024
Sur opérations de gestion	43 217
77100000 Pdts excep sur ope gest	43 217
Sur opérations en capital	198 466
77500000 Produits cess elem actif	6 622
77700000 Quote-part des subventions d'invest	2 663
77710000 Rep subv Conseil Gnral	3 062
77740001 Quote-part subvention invest Siège	1 839
77740002 Quote-part subvention invest MAPE	4 218
77740003 Quote-part subvention invest SSI Pa	3 000
77740004 Quote-part subvention invest AVEL	14 386
77740005 Quote-part subvention invest ZEPHYR	12 069
77740006 Quote-part subvention invest BOELD	10 440
77740007 Quote-part CITS pour DAIA travx	7 788
77740008 Quote-part subv.invest EOLIDE NORMA	71 153
77740009 Quote-part subvention inves MAPETTE	6 557
77740010 Quote-part subv inv DAIA AchMaison	41 325
77740011 Quote-part subv invest ADAP Chateau	1 236
77740014 Reprise Loyer Fonctions Support GV	2 800
77800000 Autres produits exceptionnels	4 899
77800010 Autr pdt exclpl - Contribution jeune	4 410
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	0
TOTAL	241 684

VENTILATION DES EFFECTIFS au 31.12.2024

Au 31.12.2024	Nombre de salariés en CDI + surcroît	ETP CDI + surcroît	Dont AF	Dont CDD/CTT de surcroît (en Nb)	Dont CDD/CTT de surcroît (en ETP)	Apprentis (en Nb)	Contrats aidés (en Nb)
Siège social	20	19,15	0		0,00	2	
Pôle Estuaire	98	90,04	25	1	0,20	3	1
Pôle Grand Val	169	163,38	28	6	1,64	5	
Pôle Grezillières	125	115,96	60	7	4,67	1	
Pôle Littoral	155	147,23	59			4	
TOTAL	567	535,75	172	14	6,51	15	1

Il est à noter :

- Qu'il s'agit des effectifs « présents » au 31.12.2024
- Que dans les effectifs ci-dessus, sont pris en compte :
 - o les effectifs des salariés en CDI, toutes fonctions confondues,
 - o les CDD/CTT de **surcroît d'activité**.
- Que les salariés en contrat d'apprentissage ainsi que les contrats aidés ne sont pas pris en compte dans le calcul de l'effectif. Ils figurent dans le tableau pour information.

SUBVENTIONS PERÇUES SUR L'EXERCICE 2024

Pour rappel :

Pour le projet PAIMBOEUF :

Le total de la subvention PAIMBOEUF versée par le département de **1 700 000 €** a été octroyée comme suit :

- Lors de la commission du 19/11/19, la subvention octroyée est de 265 080€
- Lors de la commission du 19/11/20, la subvention octroyée est de 950 000€ et a été versée en février 2021.
- Lors de la commission du 11/03/21, la subvention octroyée est de 484 920 €

Pour le projet ADAP :

Le total de la subvention ADAP versée par le département 44 est de **842 544 €** comme suit :

- Lors de la commission du 19/11/19, la subvention octroyée est de 285 617€
- Lors de la commission du 19/11/20, la subvention octroyée est de 372 895€
- Lors de la commission du 11/03/21, la subvention octroyée est de 184 032 €

Pour le projet DAIA :

Le total de la subvention DAIA versée par le département 44 octroyée en 2022 est de **824 600 €**.

Nouvelles subventions en 2024 :

Pour les MicroMecs :

Une subvention de **266 058 €** a été versée par le CD44 :

- 30 030 € pour les travaux de la MicroMecs de La Paquelais
- 236 028 € pour les travaux de la MicroMecs de Grandchamp- des-Fontaines

Pour la Tiny House installée aux Grézillières :

Une subvention de **8 400 €** a été versée par la Préfecture de Loire-Atlantique en 2024 (sur un total prévu de 28 000 €) pour l'installation d'une Tiny House dans le parc des Grézillières.

Pour les travaux d'aménagement de la Croix Fraîche :

- une subvention de 20 000 € a été octroyée par la MSA
- une subvention de 28 € a été octroyée par la CAF (sur un total de 70 575 €)

VALORISATION DES CONTRIBUTIONS

En lien avec la nouvelle réglementation 2021, l'association a créé en 2021 les comptes suivants pour valoriser les contributions.

Compte	Libellé
860000000	Contribution en nature
861000000	Mise à disposition gratuite de biens ou de matériels
864000000	Contribution de personnes bénévoles
870000000	Contribution en nature
871000000	Mise à disposition gratuite de biens ou de matériels
875000000	Contribution de personnes bénévoles

Le montant s'élève à 10 822.29 €.

TABLEAU DES EMPRUNTS

	Date départ	Durée	Taux	CAPITAL EMPRUNTE		CAPITAL					INTERÊTS			
				EUR	Annuité avant 2024	Annuité 2024	restant du	- 1 an	+ 1 an / - 5 ans	+ 5 ans	payés dans l'année	restant à courir	- 1 AN	+ 1 AN
<u>CREDIT MUTUEL</u> Paimboeuf	2022	20	1,00%	1 870 000,00	44 800,71	90 275,39	1 734 923,90	91 181,54	469 821,44	1 173 920,92	17 914,17	158 393,48	17 008,02	141 385,46
<u>CAF - CAP FAMILLE</u> Croix Fraîche	2024	5	0,00%	70 518,00			70 518,00	14 104,00	56 414,00					
TOTAL				1 940 518,00		90 275,39	1 805 441,90	105 285,54	526 235,44	1 173 920,92	17 914,17	158 393,48	17 008,02	141 385,46

EVENEMENTS MARQUANTS LIES A LA CLOTURE 2024

Entretiens professionnels

Rappel cadre légal – Loi du 5 mars 2014

Un entretien professionnel doit être organisé tous les 2 ans.

Un bilan est prévu lors du troisième entretien périodique se déroulant obligatoirement lors de la 6ème année d'ancienneté du salarié.

→ Etat des lieux récapitulatifs du parcours professionnel des salariés tous les 6 ans afin de vérifier que le salarié a suivi au moins une action de formation non obligatoire, acquis des éléments de certification par la formation ou par une VAE et bénéficié d'une progression salariale ou professionnelle.

→ Abondement correctif si les salariés n'ont pas bénéficié :

- Des entretiens professionnels prévus à l'article L.6315-1 du code du travail (entretiens périodiques et de retour)
- Et d'au moins 2 critères parmi les trois suivants :
 - o Une formation,
 - o Une progression salariale,
 - o L'acquisition d'éléments de certification.

Rappel cadre légal – Loi Avenir Professionnel du 5 septembre 2018

→ Abondement correctif (**abondement du CPF du salarié à hauteur de 3000€**) si les salariés n'ont pas bénéficié :

- Des entretiens professionnels (entretiens périodiques et de retour)
- Et d'au moins une formation autre que celles visées à l'article L.6321-2 du code du travail (formation non-obligatoire)

Synthèse des chiffrages réalisés :

Périodes	Nb salariés concernés + Risque financier liés aux abondements CPF	Motifs
2014/2020	18 professionnels 54 000 €	<ul style="list-style-type: none">• de manquement à la réalisation des 1er et 2ème entretiens professionnels et 3ème entretien et de l'entretien bilan des 6 ans• de l'absence de formation professionnelle organisée dans le cycle des 6 ans
2015/2021	9 professionnels 27 000 €	<ul style="list-style-type: none">• Manquement ou réalisation hors délai des 1er et 2ème entretiens professionnels et 3ème entretien et de l'entretien bilan des 6 ans• Absence ou réalisation hors délai de formation professionnelle organisée dans le cycle des 6 ans

2016/2022	13 professionnels 39 000 €	<ul style="list-style-type: none"> • Manquement ou réalisation hors délai des 1er et 2ème entretiens professionnels et 3ème entretien et de l'entretien bilan des 6 ans • Absence ou réalisation hors délai de formation professionnelle organisée dans le cycle des 6 ans
2017/2023	16 professionnels 48 000 €	<ul style="list-style-type: none"> • Manquement ou réalisation hors délai des 1er et 2ème entretiens professionnels et 3ème entretien et de l'entretien bilan des 6 ans • Absence ou réalisation hors délai de formation professionnelle organisée dans le cycle des 6 ans
2018/2024	15 professionnels 45 000 €	<ul style="list-style-type: none"> • Manquement ou réalisation hors délai des entretiens professionnels et bilan des 6 ans • Absence ou réalisation hors délai de formation professionnelle organisée dans le cycle des 6 ans